

Cette majoration n'est pas applicable aux volumes d'alcool qui ont déjà fait l'objet d'indemnisation au titre des campagnes antérieures.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 12 de la loi n° 53-1314 du 31 décembre 1953 et celles de l'article 4 du décret susvisé du 13 novembre 1954 sont étendues aux distilleries d'alcools divers.

Art. 3. — Les articles 1^{er} et 2 du décret n° 54-1274 susvisé sont ainsi complétés :

« La moyenne des prix d'achat pour les campagnes 1950-1951 et 1951-1952 ci-dessus visées est calculée sur les prix résultant de l'application des coefficients prévus à l'article 371 du code général des impôts modifié par l'article 5 du décret n° 53-703 du 9 août 1953. »

Art. 4. — Le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de l'agriculture et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 mai 1955.

EDGAR FAURE.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre des finances et des affaires économiques,
PIERRE PFLIMLIN.

Le ministre de l'agriculture,
JEAN SOURBET.

Le ministre de l'intérieur,
MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

Décret n° 55-670 du 20 mai 1955 relatif à la répartition du contingent de rhum d'exportation et de consommation locale à la Martinique et à la Guadeloupe.

EXPOSE DES MOTIFS

La répartition du contingent global de rhum réservé aux distilleries a été effectuée suivant des références très anciennes et le contingent attribué à chaque établissement est devenu peu à peu indépendant de l'activité réelle de celui-ci.

En effet, de nombreuses distilleries prêtèrent céder annuellement leur part de contingent à d'autres établissements qui ont modernisé et équipé leurs installations.

Les distilleries en activité voient ainsi leur prix de revient grevé par le privilège anormal laissé aux distilleries fermées et se trouvent dans l'impossibilité d'améliorer leur productivité.

Aussi est-il apparu nécessaire d'asseoir la répartition individuelle du contingent sur une nouvelle base tenant compte tout à la fois de la nécessité d'assurer le placement des cannes et de réaliser un abaissement du prix de revient.

Les dispositions prévues à cet effet par le présent décret décident :

— qu'à partir du début de la campagne 1957, les distilleries attributaires d'une part de contingent doivent l'utiliser elles-mêmes pour la fabrication du rhum dans leurs propres installations ;

— qu'avant cette date, les distilleries ayant décidé de fermer, pourront céder leur part, à titre définitif, aux autres distilleries ou, exceptionnellement, à des usines à sucre, si le placement des cannes ne peut être assuré autrement dans des conditions économiques normales.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre de l'agriculture et du ministre de l'intérieur,

Vu les articles 388 et 389 du code général des impôts ;

Vu le décret du 20 février 1923 fixant les conditions de répartition du contingent de rhum, ensemble les textes subséquents ;

Vu la loi du 29 décembre 1933 tendant à autoriser le Gouvernement à réglementer le marché de la consommation locale du rhum aux Antilles ;

Vu la loi du 11 août 1954 autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre un programme d'équilibre financier, d'expansion économique et de progrès social, et notamment le 1^{er} de son article unique, prorogée par la loi du 2 avril 1955 ;

Le conseil d'Etat entendu,

Le conseil des ministres entendu.

Décète :

Art. 1^{er}. — A compter du 1^{er} avril 1957, dans chacun des départements de la Martinique et de la Guadeloupe, pourront, seules, bénéficier d'un contingent de rhum les distilleries en activité qui fabriqueront elles-mêmes ce contingent.

Art. 2. — A titre transitoire, les distilleries pourront, jusqu'au 31 mars 1957, faire travailler leur contingent à façon par un autre établissement industriel dans les conditions qui seront fixées par un arrêté conjoint du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre de l'agriculture et du ministre de l'intérieur.

Jusqu'à cette même date, elles pourront, à condition que le placement des cannes de leurs planteurs soit assuré, céder leur contingent à d'autres distilleries. Cette cession aura un caractère définitif.

Exceptionnellement cette cession pourra être autorisée au profit d'une usine à sucre, chaque fois que le placement des cannes des planteurs de la distillerie ne pourra être assuré autrement.

Toute cession définitive de contingent doit être approuvée par arrêté conjoint du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre de l'agriculture et du ministre de l'intérieur.

Art. 3. — A partir de la campagne 1958, tout contingent ou partie de contingent non fabriqué par la distillerie attributaire pendant deux campagnes consécutives sera reversé à la masse du contingent des distilleries et réparti dans les conditions fixées par un arrêté conjoint du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre de l'agriculture et du ministre de l'intérieur.

Art. 4. — Toutes dispositions contraires au présent décret sont abrogées.

Art. 5. — Le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de l'agriculture, le ministre de l'intérieur et le secrétaire d'Etat aux affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 mai 1955.

EDGAR FAURE.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre des finances et des affaires économiques,
PIERRE PFLIMLIN.

Le ministre de l'agriculture,
JEAN SOURBET.

Le ministre de l'intérieur,
MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

Décret n° 55-671 du 20 mai 1955 modifiant et complétant certaines dispositions relatives à l'organisation et l'assainissement du marché du vin et à l'orientation de la production viticole.

EXPOSE DES MOTIFS

Pour que soit mis un terme à la crise viticole, le décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 a prescrit l'élimination des vins de mauvaise qualité ainsi que la réduction du vignoble. Il a créé une organisation administrative à cet effet.

Les dispositions de ce décret, jointes à celles du code du vin qu'il n'a pas réformées, constituent depuis plus d'une année la charte nouvelle définissant l'organisation du marché du vin et l'orientation de la production viticole.

Cependant certaines de ces dispositions doivent être soit précisées pour en permettre une application plus aisée, soit modifiées pour les concilier avec de nouvelles mesures concernant notamment la reconversion des cultures décidées depuis le 30 septembre 1953 ou pouvant l'être dans l'avenir.

L'institut national des appellations d'origine des vins et eaux-de-vie doit pouvoir, d'une part, compléter l'œuvre qui lui a été confiée, et, d'autre part, étendre ses compétences aux vins délimités de qualité supérieure.

C'est ainsi que sera sanctionnée l'assimilation des vins délimités de qualité supérieure aux vins à appellation d'origine contrôlée pour ce qui concerne la définition et le contrôle des conditions de production leur donnant droit à cette dénomination et au label.

Sont, en outre, fixées les limites d'assujettissement de ces vins aux charges de l'assainissement quantitatif du marché.

Enfin sont précisées les modalités d'emploi par l'institut des vins de consommation courante des crédits affectés au fonds d'assainissement de la viticulture, afin de rendre plus souple et plus efficace le fonctionnement de cet établissement.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre de l'agriculture, du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre de l'intérieur,

Vu la loi du 14 août 1954 autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre un programme d'équilibre financier, d'expansion économique et de progrès social, et notamment le 1^{er} de son article unique, prorogée par la loi du 2 avril 1955;

Vu la loi modifiée et complétée du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes;

Vu le décret modifié du 22 janvier 1919 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905;

Vu le décret du 30 juillet 1935 relatif à la défense du marché du vin et au régime économique de l'alcool;

Vu la loi n° 49-1603 modifiée du 18 décembre 1949 relative à la reconnaissance officielle dans le statut viticole des vins délimités de qualité supérieure;

Vu le décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 relatif à l'organisation et l'assainissement du marché du vin et à l'orientation de la production viticole;

Vu le décret n° 54-437 du 16 avril 1954 relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'institut des vins de consommation courante;

Vu le décret n° 54-955 du 14 septembre 1954 relatif à l'assainissement de la production viticole;

Vu le décret n° 54-1019 du 14 octobre 1954 complétant le décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 relatif à l'organisation et l'assainissement du marché du vin et à l'orientation de la production viticole;

Vu le code général des impôts;

Vu le code du vin;

Le conseil d'Etat entendu;

Le conseil des ministres entendu,

Décète:

CHAPITRE I^{er}

Assainissement du marché du vin et orientation de la production viticole.

Art. 1^{er}. — Le premier alinéa de l'article 125 du code du vin est complété par les dispositions suivantes:

« En outre ces infractions pourront être constatées par tout autre agent habilité à cet effet par décret. Sont constatées par les agents des contributions indirectes ou des contributions diverses, par les agents chargés de la répression des fraudes ou par tous autres agents habilités à cet effet par décret, les infractions aux dispositions des décrets n° 53-977 et n° 54-1019 des 30 septembre 1953 et 14 octobre 1954 et des textes qui les ont modifiés et complétés. Sont constatées par les agents de l'institut des vins de consommation courante ayant au moins le grade de contrôleur agissant à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions et dans le cadre de celles-ci, les infractions aux dispositions des articles 48 à 52 inclus, 85 à 96 inclus du code du vin ainsi qu'aux dispositions des articles 23 à 40 du décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 et de celles du décret n° 54-1019 du 14 octobre 1954. Ces infractions sont poursuivies comme en matière de contributions indirectes. Toutefois les infractions aux articles 17, 18, 19, 20, 27 (alinéa 3) du décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 modifié et complété sont constatées et poursuivies comme en matière de répression des fraudes par les autorités prévues au décret du 22 janvier 1919 modifié et complété ».

Art. 2. — Le deuxième alinéa de l'article 125 du code du vin est remplacé par la disposition suivante:

« Les infractions aux dispositions de l'article 40 du décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 peuvent être constatées par tous moyens de droit ».

Art. 3. — Les deux premiers alinéas de l'article 3 du décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 sont modifiés et complétés comme suit:

« Tous les viticulteurs ayant une récolte supérieure à un volume qui sera fixé chaque année seront soumis au blocage définitif. Ce volume ne peut être inférieur à 100 hectolitres. En cas de nécessité, le blocage définitif peut être progressif en fonction de la récolte individuelle et, éventuellement, du rendement à l'hectare. Toutefois, en aucun cas, l'incidence individuelle du blocage ne peut dépasser 33 p. 100 de la récolte lorsque les quantités bloquées sont égales ou inférieures à 10 millions d'hectolitres, et 50 p. 100 lorsque le blocage est supérieur à 10 millions d'hectolitres. Ces plafonds

ne sont pas applicables aux récoltes produites au delà d'un rendement de 100 hectolitres à l'hectare, les quantités dépassant ce rendement étant intégralement bloquées.

« La quantité de vin dont tout producteur conserve la libre disposition ne peut être inférieure au volume fixé pour servir de point de départ au blocage définitif ».

Art. 4. — L'article 7 du décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 est modifié comme suit:

« Le décret fixant le blocage définitif détermine, s'il y a lieu:

« 1^o La proportion des quantités bloquées soumises à la distillation obligatoire;

« 2^o Les conditions dans lesquelles cette distillation est faite et les alcools sont livrés à l'Etat;

« 3^o Le prix auquel les alcools de prestations sont payés par l'Etat, si ce prix est inférieur au maximum prévu à l'article 10 ci-après; les transferts de distillation sont autorisés, à l'exception de ceux portant sur des vins de cépages prohibés.

« Exprimée en alcool pur, l'incidence individuelle des prestations d'alcool de vin ne peut dépasser la moitié de la récolte de chaque producteur ».

Art. 5. — L'avant-dernier alinéa de l'article 14 du décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 est remplacé par les dispositions suivantes:

« Les redevances ne sont pas perçues sur les quantités de vin ayant fait l'objet de distillation obligatoire. Elles sont exigibles le 1^{er} septembre de l'année qui suit celle de la déclaration de récolte ».

Art. 6. — Le deuxième alinéa de l'article 15 du décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 est complété comme suit:

« Il n'est pas tenu compte de la production et de la superficie s'appliquant à des vins bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée et à des vins destinés à la fabrication d'eaux-de-vie... ».

(Le reste sans changement.)

Art. 7. — Le premier alinéa de l'article 18 du décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 est modifié comme suit:

« Le maximum d'acidité volatile... ».

(Le reste sans changement.)

Art. 8. — Les troisième et quatrième alinéas de l'article 20 du décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 sont remplacés par les dispositions suivantes:

« La concentration ne doit pas permettre d'augmenter de plus de un cinquième la richesse de la vendange ou moût traité, sans que l'enrichissement puisse jamais excéder 2 degrés d'alcool total (acquis et en puissance). Ces limites sont également applicables à l'enrichissement des vendanges ou des moûts par addition de moûts concentrés à plus de 10 p. 100.

« Les moûts ayant été soumis à la concentration ne pourront être désacidifiés. ».

« La congélation des vins en vue de leur concentration partielle ne doit pas permettre d'en réduire le volume initial de plus de un cinquième, sans que l'enrichissement puisse jamais dépasser 2 degrés d'alcool total (acquis et en puissance) ».

Art. 9. — Le paragraphe 6^o de l'article 23 du décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 est remplacé par les dispositions suivantes:

« 6^o De déterminer l'assiette des primes et indemnités prévues aux articles 31, 32 et 33 ci-après, et de mandater les sommes correspondantes ».

Art. 10. — L'avant-dernier alinéa de l'article 26 du décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 est modifié comme suit:

« Sauf en ce qui concerne les vins à appellation contrôlée, dont les cépages sont considérés comme recommandés, le classement des terroirs et des cépages prévu au présent article sera préparé par des commissions régionales et arrêté par décret pris sur la proposition de l'institut des vins de consommation courante ».

Art. 11. — Le premier alinéa de l'article 31 du décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 est complété comme suit:

« Il pourra en être de même pour les viticulteurs qui renonceraient à titre définitif aux droits de replantation qu'ils détiennent à la suite d'arrachages de vignes ».

(Le reste sans changement.)

Art. 12. — Le troisième alinéa de l'article 4 du décret n° 54-955 du 14 septembre 1954 relatif à l'assainissement de la production viticole est modifié comme suit:

« Chapitre 81-42 (nouveau). — Aide à l'exportation des vins métropolitains et algériens de qualité lovale et marchande ».

bénéficiant pas d'une appellation d'origine contrôlée, et des moûts concentrés ou non, 460.000.000 ».

Art. 13. — Les crédits ouverts au budget du ministère de l'agriculture, au titre du fonds d'assainissement de la viticulture (primes et indemnités attribuées en vue de l'assainissement des vignobles, établissement du cadastre viticole, moyens de service), sont affectés à l'institut des vins de consommation courante.

CHAPITRE II

Vins délimités de qualité supérieure.

Art. 14. — L'article 305 bis du code du vin est modifié comme suit :

« Les vins pour lesquels le bénéfice d'une appellation d'origine non contrôlée a été revendiqué en vertu de la loi du 6 mai 1919 et des lois subséquentes, notamment celle du 22 juillet 1927, ne peuvent être mis en vente et circuler sous la dénomination de vins délimités de qualité supérieure qu'accompagnés d'un label délivré par le syndicat viticole intéressé.

« Les conditions auxquelles doivent répondre ces vins en vue de l'obtention du label ainsi que les modalités de délivrance de celui-ci sont fixées pour chaque appellation par arrêté du ministre de l'agriculture, sur proposition de l'institut national des appellations d'origine des vins et eaux-de-vie et après avis de l'institut des vins de consommation courante.

« Les conditions prévues ci-dessus portent en particulier sur les critères définis pour les vins à appellation d'origine contrôlée par l'article 21 du décret du 30 juillet 1935 : aire de production, cépages, rendement à l'hectare, degré alcoolique minimum du vin, tel qu'il doit résulter de la vinification naturelle et sans aucun enrichissement, procédés de culture et de vinification ».

Art. 15. — Les vins bénéficiant du label des vins délimités de qualité supérieure ne peuvent être commercialisés avant le 1^{er} décembre suivant leur récolte. A partir de cette date, tous les vins assortis du label peuvent être commercialisés librement; cette disposition ne pourra toutefois faire obstacle à la prestation d'alcool de vin prévu par l'article 7 du décret n° 53-977 du 30 septembre 1953, prestation d'alcool qui, pour les vins ayant obtenu le label un mois avant la date limite de livraison des alcools, sera diminuée de moitié.

Art. 16. — Toutes dispositions antérieures contraires au présent décret sont abrogées.

Art. 17. — Le présent décret est applicable à l'Algérie.

Art. 18. — Le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de l'agriculture, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'intérieur et le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 mai 1955.

EDGAR FAURE.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de l'agriculture,

JEAN SOURBET.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

SCHUMAN.

Le ministre de l'intérieur,

MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY

Le ministre des finances et des affaires économiques,

PIERRE PFLIMLIN.

Le secrétaire d'Etat aux finances

et aux affaires économiques,

GILBERT-JULES.

Décret n° 55-672 du 20 mai 1955

autorisant certains procédés de traitement des vins.

EXPOSÉ DES MOTIFS

L'excès de métaux dans le vin tels que le fer et le cuivre est susceptible de provoquer des altérations de ce produit, préjudiciables à son écoulement tant sur le marché intérieur qu'extérieur.

Le présent décret a pour objet de remédier à cette situation.

Il autorise le traitement des vins par le phytate de calcium, le monosulfure de sodium, le charbon actif et la gomme arabique, qui ont été expérimentés avec succès pendant ces dernières années.

Cependant, l'approvisionnement suffisant des utilisateurs en certains de ces produits exigeant des délais, il admet également, pour les vins blancs, pendant deux ans, l'emploi de ferrocyanure de potassium, en usage dans plusieurs pays étrangers et pour lequel l'académie nationale de médecine a renouvelé, au mois de janvier dernier, le vœu favorable qu'elle avait émis en 1950, sous la réserve que le traitement soit fait sous le contrôle d'un chimiste oenologue.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre de l'agriculture, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de la santé publique et de la population et du ministre de l'industrie et du commerce,

Vu la loi du 14 août 1954, autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre un programme d'équilibre financier, d'expansion économique et de progrès social, et notamment le 1^{er} de son article unique, prorogée par la loi du 2 avril 1955.

Vu la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles, modifiée et complétée;

Vu le décret du 19 août 1921 sur les vins, modifié et complété.

Vu le code du vin;

Le Conseil l'Etat entendu;

Le conseil des ministres entendu,

Décretet

Art. 1^{er}. — Sont autorisés, pour le traitement des vins, dans le but d'empêcher la casse, le phytate de calcium, le monosulfure de sodium, le charbon actif et la gomme arabique, ces produits devant être commercialement purs.

Est également autorisé, pendant une période de deux ans, pour le traitement des vins blancs, le ferrocyanure de potassium commercialement pur, à la condition que l'opération soit faite sous contrôle d'un technicien bénéficiant du titre d'œnologue, conformément aux dispositions de la loi n° 55-308 du 19 mars 1955, et qu'après traitement il ne subsiste pas de ferrocyanure ou de dérivés du ferrocyanure dans le vin.

Des arrêtés conjoints du ministre de l'agriculture et du ministre de la santé publique et de la population fixeront, en tant que de besoin, les conditions d'emploi des produits précités.

Art. 2. — Le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de l'agriculture, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de la santé publique et de la population et le ministre de l'industrie et du commerce sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 mai 1955.

EDGAR FAURE.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre des finances et des affaires économiques,

PIERRE PFLIMLIN.

Le ministre de l'agriculture,

JEAN SOURBET.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

SCHUMAN.

Le ministre de l'industrie et du commerce,

ANDRÉ MORICE.

Le ministre de la santé publique

et de la population,

BERNARD LAFAY.

Décret n° 55-673 du 20 mai 1955

relatif à l'emploi de la bouteille du type « Vin du Rhin ».

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre de l'agriculture, du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre de l'industrie et du commerce,

Vu la loi modifiée et complétée du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes;

Vu la loi du 14 août 1954, autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre un programme d'équilibre financier, d'expansion économique et de progrès social, prorogée par la loi du 2 avril 1955;

Le conseil d'Etat entendu,

Le conseil des ministres entendu,